

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ets JOUVERT

Le Pradel
30110 Laval-Pradel

Références : AIOT 0006601597
Code AIOT : 0006601597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement Ets JOUVERT implanté Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas 30110 Laval-Pradel. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 octobre 2024 dans les établissements Jouvert implantés à Laval Pradel. L'inspection a été annoncée par courrier le 22 octobre 2024. Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société : Ets JOUVERT
- Localisation : Lieux-dits "Cadacut", "Redoussas", "Lacau", "Segnas", "Roubiouze et Malboisson" et "Trincas" sur le territoire de la commune de Laval Pradel
- Code AIOT : 0006601597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Les Ets Jouvert exploitent une carrière de calcaire à ciel ouvert et une installation de traitement de matériaux. Cette activité est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2008-44 du 24 octobre 2008 pour une durée de trente ans sur une superficie de 19,2ha pour un tonnage annuel maximal de 400 000 tonnes. Une installation de traitement fixe et une station de transit sont également autorisés sur le périmètre de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ets JOUVERT
- Cadacut Redoussas Roubiouse Malboisson Segnas Trincas 30110 Laval-Pradel
- Code AIOT : 0006601597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert. Une station de transit et des installations de traitement des matériaux extraits ou à valoriser sont également présentes in situ.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Registre et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Phasage de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.1	Sans objet
5	Protection des	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ressources en eau	article 3.6	
6	3.7 Limitation des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.7	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/09/0004, article 16 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence :

- l'absence de matérialisation de certains éléments sur le plan d'exploitation
- l'absence d'une borne de nivellement
- l'absence de données dans le rapport annuel
- le non respect du plan de phasage et de réhabilitation prévu par l'arrêté préfectoral
- le non respect des conditions de stockage de produits chimiques
- l'absence de mise à jour du plan de gestion des déchets

Ces non conformités pour lesquelles des actions correctives doivent être mises en œuvre, font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Autre, Repère de nivellement et de bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a mis en place les bornes nécessaires à la délimitation du périmètre de l'autorisation, leur emplacement est également reporté sur le plan d'exploitation de la carrière. Néanmoins, l'exploitant n'a pu démontrer la présence de bornes de nivellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de mettre en place les bornes de nivellement et de matérialiser son emplacement lors de la mise à jour du plan d'exploitation

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, Registre et plan de carrières à ciel ouvert
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan actualisé et mis à jour. Ce plan doit être complété par la matérialisation de la bande des 50m et les zones remises en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'actualiser son plan d'exploitation avec les éléments sus-mentionnés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 2.3
Thème(s) : Autre, rapport de synthèse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions; • les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis; • les renseignements importants tels que les dépassements de normes de rejets et le

<ul style="list-style-type: none"> • traitement de ces anomalies; • les résultats des tests, des exercices; • la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires; • le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation.. <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux au plus tard pour le 1er février pour les données de l'année précédente.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un bilan de l'exploitation comprenant notamment des mesures réalisées en matière de bruit et de poussières, un tableau de conformité à l'arrêté préfectoral mais il ne comporte pas le phasage d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant lors de la prochaine mise à jour de son rapport annuel argumenté d'intégrer l'ensemble des éléments demandés dans son arrêté préfectoral du 24 octobre 2008</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de prélèvement d'eau doivent être aménagés conformément aux dispositions de la réglementation sanitaire en vigueur (cuvelage en béton, tête de forage étanche dépassant au moins de 0.5m du niveau du sol ou des plus hautes eaux connues, ...) La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue.</p> <p>Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces. L'arrêt au point d'alimentation doit pouvoir être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.</p> <p>Tout captage d'eau à usage sanitaire doit faire l'objet d'une autorisation délivrée en application du code de la santé publique.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage de prélèvement, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin de limiter tout risque de pollution des eaux.</p> <p>La réalisation de tout nouvel ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les forages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère exploité. En particulier, les aquifères appartenant à des horizons géologiques différents ne doivent pas être mis en communication. De même, les eaux superficielles ne doivent pas pouvoir s'infiltrer par le biais du forage. ces règles s'appliquent aussi</p>

<p>bien pour les forages d'alimentation en eau que pour les piézomètres assurant le suivi du site. L'exploitant doit s'assurer après la réalisation des ouvrages de leur étanchéité.</p> <p>L'interconnexion entre le réseau d'alimentation en eaux sanitaires et celui d'alimentation des eaux de l'usine (refroidissement, procédés...) n'est pas autorisée.</p> <p>L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations. Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.</p> <p>L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les besoins en eaux nécessaires à l'exploitation de la carrière proviennent de la retenue de récupération des eaux de pluie d'une capacité de 15 000m3 situé au sud-est de la carrière en dehors du périmètre d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de régulariser la situation administrative de ce plan d'eau auprès des services de la police de l'eau</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection des ressources en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des véhicules et engins</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entretien des véhicules et engins s'effectuera à l'extérieur du site dans le respect de la réglementation en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entretien des véhicules et engins est effectué en dehors du périmètre d'autorisation de la carrière. L'aire de ravitaillement est équipé d'un débourbeur-déshuileur et les eaux de pluie de cette aire sont canalisées collectées et traitées avant rejet dans la retenue d'eau située au sud-est de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : 3.7 Limitation des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :</p>

- le pH doit être compris entre 5.5 et 8.5;
- la température doit être inférieure à 30°C;
- les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35mg/l (norme NFT 90105)
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) doit avoir une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90101)
- les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10mg/l (norme NFT 90114)

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100mg/pt/l

Constats :

Les eaux ruisselant sur la carrière et au niveau de la zone de traitement des matériaux sont collectés via un réseau de fossés et de canalisations puis dirigées vers plusieurs bassins tampons. Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est effectué.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phasage de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2008, article 8.4

Thème(s) : Autre, Plan de phasage

Prescription contrôlée :

Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

La durée de l'autorisation est divisée en période pluriannuelle

A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé plus haut

Les opérations de remise en état prévue à l'échéance de chaque phase quinquennale doivent être terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.

Constats :

En raison de la sous exploitation du gisement, l'inspection a constaté un retard dans le phasage d'exploitation. Les réaménagements prévus par l'arrêté préfectoral aux première, deuxième et troisième phases quinquennales n'ont pas été réalisés et les réaménagements pour la quatrième phase n'ont pas été entamés. Ce point avait déjà été relevé lors de l'inspection en 2022. Le porter à connaissance que l'exploitant devait adresser au préfet en 2023 n'a pas été réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- se mettre en conformité avec le phasage prévu dans son arrêté préfectoral ou,
- porter à la connaissance de l'inspection, l'actualisation des plans de réaménagement avec

les zones en cours d'exploitation et celles définitivement remise en état ainsi que la mise à jour des garanties financières et des plans de phasage idoines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres. III. - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'inspection a constaté la présence de produits chimiques dans le local au droit de l'installation de traitement. Ces produits n'étaient pas stockés sur rétention de manière à ne générer aucune pollution. Par ailleurs, les fiches de données de sécurité n'ont pas été présentées à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de faire évacuer tous les pots de peinture dans les plus brefs délais. Concernant la graisse GR 540, l'exploitant est tenu de se munir des fiches de données de sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/09/0004, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de gestion datant de 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit proposer à l'inspection un plan de remise en état de la zone de stockage des déchets conformément à l'article sus-mentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>